



Elections européennes

Le 26 mai, en Auvergne / Rhône-Alpes, dans le Bade-Wurtemberg, en Catalogne et en Lombardie, donnons notre voix pour une Europe des travailleur.e.s, pour une Europe sociale, solidaire et pacifique !

A la veille des élections européennes du 26 mai 2019, nous, signataires de cette déclaration syndicale émanant de nos Régions d’Auvergne / Rhône-Alpes (France), du Bade Wurtemberg (Allemagne), de Catalogne (Espagne) et de Lombardie (Italie).

Cent ans après la fin de la première guerre mondiale, qui a amené à la création de l’OIT et au constat "*qu’une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale*", et que "*le travail n’est pas une marchandise*", nous faisons face à une crise grave de notre projet commun, en faveur d’une Europe de la prospérité, de la sérénité, accueillante, ouverte, démocratique et qui offre une perspective à ses citoyens.

La crise de 2007 a laissé de profondes cicatrices chez les travailleurs et travailleuses. On a sabré dans les services publics et les droits des travailleurs ont été réduits. Les travailleurs sont évidemment désabusés. De plus en plus d’inégalités, l’absence d’emplois stables et bien rémunérés, une mondialisation sans ou avec trop peu de régulations, l’absence d’une approche juste et coordonnée de l’UE face à la migration et au changement climatique ont engendré incertitude et peur. Les politiques d’austérité menées par l’Union Européenne sont confrontées à un mouvement d’opposition, puisqu’elles ont aggravé les situations de travail et de vie du monde du travail, des retraités, de la jeunesse et des chômeurs. Ces éléments ont alimenté l’euroscepticisme et permis la montée du nationalisme des états qui composent l’Europe, des forces anti-européennes et d’extrême droite. Demain, si elle veut exister, l’Europe doit redevenir celle qui rapproche les peuples au service de l’amélioration des conditions de vie et de travail et qui promeut ces droits, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau de l’Union. Le changement est possible. L’Europe peut et doit être une force pour le progrès social. Le nationalisme n’apporte aucune solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd’hui. Ensemble, l’Union Européenne et les Etats membres, ont le pouvoir de garantir que nous obtenions tous une part juste de la richesse que nous contribuons à générer. À l’approche de nombreuses échéances cruciales pour l’avenir de l’Europe, notamment les élections au parlement européen en mai 2019, le progrès social doit désormais devenir prioritaire par rapport à toute autre considération. Après une forte pression des syndicats, l’UE a développé un nouveau plan d’investissement, adopté un socle européen des droits sociaux, formulé de nouvelles initiatives législatives pour de meilleures conditions de travail et fait quelques progrès concernant des politiques économiques plus durables. Ces changements même s’ils sont importants ne sont pas suffisants. Il faut aller beaucoup plus loin pour parvenir à un contrat social européen offrant à tous les citoyens une société plus juste et plus égale.

Aujourd’hui, la démocratie est menacée par les extrémismes. Les prochaines élections européennes ne doivent pas permettre de diffuser les messages de haine de certains partis. Au contraire, elles doivent permettre d’améliorer la participation démocratique des citoyens européens et de préserver les droits des personnes, des syndicats et de la société civile de mener campagne pour l’intérêt public.

Nous signataires représentant.e.s des centaines de milliers de syndiqué.e.s et bien plus encore de millions de travailleur.euse.s, appelons les salarié.es actifs, le monde du travail, les travailleur.euse.s sans emploi, les retraité.e.s de nos 4 Régions européennes à exercer pleinement leur droit civique en allant voter le 26 mai et à ne donner aucune de leurs voix aux à l'extrême droite, à ne donner aucune de leurs voix aux partis racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, autoritaires et anti sociaux.

Nous dirigeant.e.s, des organisations syndicales des 4 Régions d'Auvergne / Rhône-Alpes, du Bade Wurtemberg, de Catalogne et de Lombardie, unies par cette déclaration cosignée et par nos actes, appelons l'ensemble de nos syndiqué.e.s et sympathisant.e.s, appelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs actifs, sans emploi et retraité.e.s :

- A voter le 26 mai pour placer résolument le progrès social, l'environnement et la solidarité entre les travailleur.euse.s au cœur de l'Europe de demain.
- A agir nombreux-ses, dans l'unité la plus large, sur chaque lieu de travail et dans les initiatives locales, professionnelles, nationales et européennes pour la défense de nos revendications et la conquête de nouveaux droits sociaux.

A Lyon, Stuttgart, Barcelone, Milan, le 09 mai 2019

Pour la CGT AURA
Agnès NATON
Secrétaire Générale



Pour l'UNSA AURA
Gilles MONDON
Secrétaire Général



Pour le DGB du Bade Wurtemberg
Martin KUNZMANN
Secrétaire Général



Pour l'UGT de Catalogne
Camil ROS
Secrétaire Général



Pour la CISL de Lombardie
Ugo DUCI
Secrétaire Général



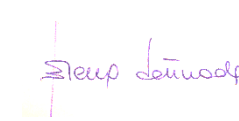
Pour la CFDT AURA
Pierrick AILLARD
Secrétaire Général



Pour les CCOO de Catalogne
Javier PACHECO
Secrétaire Général



Pour la CGIL de Lombardie
Elena LATTUADA
Secrétaire Générale



Pour l'UIL de Lombardie
Danilo MARGARITELLA
Secrétaire Général

